

18 présents, 5 absents excusés [Gaby Peton (procuration à Elyane Le Bléis) ; Rémy Strullu (procuration à Jean-François Jaffry) ; Thierry Sclaminec (procuration à Pierre Plouzennec) ; Claudie Guénolé (procuration à Philippe Sandrin) ; Jocelyne Kervella-Lainé (procuration à Claude Conrod)] ;

Le Maire ouvre la séance en rappelant les événements meurtriers des 7 et 9 janvier dernier. Il propose à l'assemblée d'observer une minute de silence.

Thomas Le Reun est élu secrétaire de séance. Colette Lautrédou est désignée secrétaire adjoint.

Le Maire accueille Ewen Lagadic du Pôle Énergie de Quimper Cornouaille Développement (QCD), qui présente le bilan énergétique de la commune pour la période 2009-2013.

0. Compte rendu du Conseil municipal du 24 novembre 2014

Le Maire fait lecture du compte-rendu sommaire, qui est adopté par 20 pour et 3 abstentions (Claude Conrod et Jean-Marc Jaouen).

1. Convention pour le Conseil en Énergie Partagée

Le Maire rappelle que la maîtrise des consommations d'énergie, d'eau et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, représentent un enjeu important pour la commune.

Le Conseil en Énergie Partagé, organisé par le pôle énergie de Quimper Cornouaille Développement (QCD) permet de mutualiser entre les communes adhérentes, une personne référente en énergie. Dans les principales missions, on trouve le suivi des consommations d'eau et d'énergie du patrimoine communal, des propositions d'actions d'amélioration réalisables et pertinentes, un accompagnement de la commune dans les projets de construction, de rénovation, d'énergies renouvelables, ainsi qu'une information et une sensibilisation au sujet. Le Maire présente le projet de renouvellement de la convention pour 3 ans. Le coût du service est de 1,05€/habitant/an pour 2015, 1,10 en 2016 et 1,15 en 2017.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions - Claude Conrod et Jean-Marc Jaouen), autorise le Maire à signer la convention en énergie partagée.

2. Aménagement du bourg

Le Maire présente le projet de réaménagement du centre-bourg de Plozévet. La commune est traversée par deux routes départementales (R.D. 2 et R.D. 784) et la route de la corniche.

Le projet vise à réaménager de façon significative le centre-bourg en prenant notamment en compte :

- l'accessibilité pour tous,
- la sécurité des usagers et les contraintes de fluidité de la circulation automobile,
- la visibilité et l'attractivité des commerces,
- la mise en valeur du patrimoine,
- la revitalisation du centre-bourg.

Il propose d'engager une réflexion et une concertation pour étudier les aspects techniques et financiers de la requalification totale du bourg et de ses accès.

Il précise qu'au vu de l'envergure du projet, il paraît nécessaire d'élaborer différentes phases, qui seront déterminées par un bureau d'études. Elles pourraient être :

Phase zéro : études et concertation ;

Phase un : aménagement de l'hyper-centre ;

Phase deux : aménagement de la route d'Audierne et place de la Vierge ;

Phase trois : aménagement des Routes de Quimper et Pont-L'Abbé.

Pour mener à bien les travaux, le Maire propose au conseil municipal le plan de financement suivant pour solliciter auprès des financeurs, des dossiers de subvention.

FINANCEURS	Opération Aides sollicitées	Montant sollicité pour la phase 0 & 1	Montant sollicité pour la phase 2	Montant sollicité pour la phase 3
Total (coût de l'opération HT)	4 200 000 €HT	2 200 000 €HT	1 000 000 €HT	1 000 000 €HT
Etat	D.E.T.R	400 000 €HT 50 % (plafonné)	400 000 €HT 50 % (plafonné)	400 000 €HT 50 % (plafonné)
Région (études) (travaux)	Eco Faur ² Selon Appel à projets	30 000 €HT non chiffré	 non chiffré	 non chiffré
Département	études Dispositif Patrimoine et Cadre de Vie AMI Bourg Concours du CG à la reprise des RD	10 000 €HT 40 000 €HT - non chiffré	 40 000 €HT	 40 000 €HT
Montant à la charge du maître d'ouvrage (autofinancement mini de 20%)		1 720 000 €	560 000 €HT	560 000 €HT

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions), valide le plan de financement tel que présenté, autorise le Maire à solliciter les subventions et prévoit la dépense au budget.

2.1. Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux

LE Maire rappelle les principes de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) - financements de réalisation d'investissements dans le domaine économique, social, environnemental et touristique ou favorisant le développement ou le maintien des services publics en milieu rural. Dans les opérations relevant d'une priorité n° 1, on trouve « les travaux d'aménagement de centre-bourgs intégrant la notion d'accessibilité, la déconstruction de bâtiments dans le cadre d'un d'aménagement ou de revitalisation de centre-bourgs » ; et dans ceux émanant de la priorité n° 2, il y a « les travaux d'aménagement du centre-bourgs et de voirie (hors entretien courant) lié à une amélioration de la sécurité ».

Aussi, le Maire propose au conseil municipal d'inscrire pour la DETR 2015, l'aménagement du bourg, présenté sous l'angle de la mise en accessibilité et de l'amélioration de la sécurité.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions), autorise le Maire à présenter un dossier au titre de la DETR et prévoit la dépense au budget.

2.2. Dossier de subvention auprès de la Région (Eco-Faur²)

Le Maire propose au conseil municipal de présenter un dossier au titre du programme Eco-Faur² de la Région Bretagne pour les études préalables. Il est en effet possible d'obtenir une aide aux études en amont des projets, d'un montant de 50% du coût de l'étude et plafonné à 30 000 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions), autorise le Maire à présenter un dossier au titre de la DETR et prévoit la dépense au budget.

2.3. Dossier de subvention auprès du Conseil Général (Patrimoine Cadre de Vie)

Le Maire présente le programme « Patrimoine Cadre de Vie » qui vise à encourager les projets de mise en valeur du patrimoine et du cadre de vie d'une commune, en prenant mieux en compte les principes du développement durable. Il précise que la volonté départementale est de soutenir les projets ayant un réel impact sur le cadre de vie des finistériens. Pour être structurant, un projet d'aménagement doit se bâtir sur une analyse préalable qui fonde un diagnostic, cible les enjeux et définit le parti d'aménagement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions), autorise le Maire à présenter un dossier au titre du programme Patrimoine et cadre de vie du Conseil Général et prévoit la dépense au budget.

3. Subvention au CCAS – Centre Communal D'Action Sociale

Le Maire rappelle le vote du budget général, le 10 mars 2014, qui prévoyait un versement d'un montant de 27 400 € au budget du CCAS, et propose de matérialiser ce versement par une délibération du conseil municipal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions), autorise le Maire à procéder au versement de 27 400 € du budget général vers celui du CCAS, dont la dépense est prévue au budget.

4. SDEF : Adhésion au groupement de commandes

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente la proposition d'adhésion au groupement de commandes pour l'achat d'énergies (gaz naturel, électricité...) par le Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère (SDEF), qui dans le cadre de la libération des marchés de l'énergie, sera désigné comme coordonnateur du groupement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions - Claude Conrod et Jean-Marc Jaouen), autorise le Maire à adhérer au groupement de commandes auprès du SDEF.

5. SDEF : Convention pour les travaux d'investissement

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, informe que le SDEF (Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère) peut exercer à la demande expresse des communes, la compétence éclairage public. Considérant notre parc communal, il propose d'opter pour l'option A - investissement des ouvrages - la commune gardant pour l'instant à sa charge la maintenance des équipements.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions), autorise le Maire à transférer la maîtrise d'ouvrage des installations neuves d'éclairage public ».

6. Adhésion au CAUE

Jean-Bernard Yannic, premier adjoint, présente le CAUE, qui est une association départementale créée à l'initiative des Conseils généraux dans le cadre de la loi sur l'architecture (1977). Cette structure a pour vocation la promotion de la qualité architecturale urbaine, paysagère et environnementale et la promotion d'une culture commune dans ce domaine. Une de ses missions consiste à conseiller les collectivités locales pour les assister dans leurs projets. Dans ce cadre, le CAUE nous accompagnerait dans le projet d'aménagement du bourg. L'adhésion annuelle se monte à 50€.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour, 3 abstentions), autorise le Maire à adhérer au CAUE et prévoit la dépense au budget.

7. Motion pour permettre l'installation de nouvelles installations d'infirmières libérales

Le Maire expose la problématique récurrente qui existe pour les nouvelles demandes d'installations d'infirmières libérales sur la commune de Plozévet. Il explique les règles établies par l'ARS (Agence Régionale de Santé), a placé la commune dans le bassin de vie de Quimper (hors ville) qui s'étend jusqu'à Quéménéven. D'autres communes limitrophes ou proches ne sont pas concernées par les zones classées surdotées. Or, la demande sur le territoire est forte, et les patients sont dans l'obligation de faire appel à des cabinets extérieurs à la commune.

Il propose d'adopter une motion pour solliciter l'ARS pour demander à changer de secteur de bassin de vie ou à ne pas être pénalisé par le fait d'être dans ce secteur.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré adopte à l'unanimité (23) la motion telle que présentée.

Informations au titre de l'article L.2122-22 du CGCT

Le Maire informe le conseil municipal du courrier du Tribunal Administratif de Rennes, en date du 15 décembre, donnant acte du désistement de la requête de M. Conrod.

Annie Marzin, adjointe à l'environnement et à l'urbanisme, explique les rôles et missions de la commission communale d'impôt direct.

Alain Olivier, conseiller municipal référent, apporte des précisions quant au rôle d'un élu délégué.

Les dates de l'agenda sont présentées.

Séance levée à 19h50.